5 novembre : toutes et tous en grève pour nos salaires et pour l'avenir de l'École !

Les discussions sur le projet de budget 2027 se font dans un contexte social inédit. Depuis plusieurs semaines, les lycéennes et les lycéens se mobilisent contre leurs mauvaises conditions d'études, malgré une violente répression. Ils réclament davantage de moyens, plus d'égalité et de justice sociale conscient·es que les politiques d'Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs ont abîmé les principes de l'École de la République. Leur mobilisation, déterminée sur la base de revendications que nous portons en grande partie, a obligé le gouvernement à faire des annonces. Postes, moyens, bâti scolaire, accès à l'enseignement supérieur, si ces premières réponses sont jugées, à juste titre, insuffisantes par les organisations de jeunesse, les lignes ont bougé grâce à la mobilisation et des brèches sont ouvertes.

Une urgence : nos salaires !

Dans la suite de la grève du 29 septembre dans la Fonction publique pour nos salaires, les revendications dénonçant la vie chère et l'absence de mesures salariales significatives ont pris de l'ampleur. Les personnels de l'Éducation nationale vivent directement les conséquences de l'austérité salariale qui leur est imposée depuis trop d'années. Le déclassement salarial et social de nos professions est avéré. Il pèse lourdement sur l'attractivité de nos métiers, ainsi que sur le quotidien des personnels, alimentant une forme de désarroi et d'amertume qui peut pousser à des démissions ouvertes ou silencieuses. Ce gouvernement, comme les précédents depuis 2022, a multiplié les réponses provocatrices et hors sol. En réactivant le Pacte pour répondre à la pénurie de remplaçants et les HSE à la rentrée 2027, Édouard Geffray apporte une nouvelle fois une réponse qui consiste à travailler davantage. **Des tâches supplémentaires ne constituent pas une revalorisation de nos métiers. Le « travailler plus pour s'épuiser plus » n'est en rien de la revalorisation. Cela suffit !**

Toutes et tous mobilisé·es pour exiger des mesures immédiates

- le dégel du point d'indice et des mesures catégorielles sans contreparties,
- la création d'un corps de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH,
- une grille nationale pour la rémunération des AED,
- un plan de titularisation des non-titulaires,

Nos organisations exigent également l'annulation des suppressions d'emplois prévues au budget 2027 dans le premier comme dans le second degré. L'École a besoin de personnels en nombre suffisant pour répondre aux besoins des élèves et améliorer les conditions de travail de toutes et tous.

En dépit des entraves gouvernementales au droit à manifester, ces dernières semaines ont montré qu'une mobilisation dans la durée pouvait obliger le gouvernement à répondre aux revendications. Les discussions budgétaires sont un moment décisif pour faire entendre ces exigences. **Nos revendications sont finançables par d'autres choix budgétaires, par exemple une autre répartition des richesses. Par une grève massive, nous pouvons obtenir des mesures immédiates qui vont plus loin que les premières annonces du gouvernement. À notre tour, faisons entendre nos revendications avec force.**

Dès maintenant, nos organisations :

– appellent à organiser des réunions et heures d'information syndicale pour échanger avec les collègues, préparer la grève du 5 novembre

– appellent à se mobiliser par la grève et la manifestation le jeudi 5 novembre pour leurs salaires, leurs conditions de travail et l'avenir de l'École.

La grève du 5 novembre doit être massive. Dans un moment charnière pour le mouvement social, alors que le gouvernement est sur la défensive, **la participation de chacune et chacun va être décisive**. C'est le moment d'amplifier la mobilisation pour gagner !

Nos organisations demandent à rencontrer le Premier ministre pour porter leurs revendications et celles des personnels. Nous nous reverrons rapidement pour faire le bilan de cette journée et préparer les suites.

A Paris, le 1er novembre 2026